

LETTRES LIBRES

LA GRANDE SAIGNÉE

CONTRE LE CATACLYSME FINANCIER À VENIR

FRANÇOIS
MORIN

Extrait de la publication

LU><

LA GRANDE SAIGNÉE

FRANÇOIS MORIN

LA GRANDE SAIGNÉE

Contre le cataclysme financier à venir



Déjà parus dans la collection « Lettres libres »

Omar Barghouti, *Boycott, désinvestissement, sanctions*

Alain Deneault, « Gouvernance ». *Le management totalitaire*

Francis Dupuis-Déri, *L'armée canadienne n'est pas l'Armée du salut*

Francis Dupuis-Déri, *L'éthique du vampire*

Bernard Émond, *Il y a trop d'images*

Jacques Keable, *Les folles vies de La Joute de Riopelle*

Duncan Kennedy, *L'enseignement du droit et la reproduction des hiérarchies*

Robert Lévesque, *Près du centre, loin du bruit*

John R. MacArthur, *L'illusion Obama*

Eric Martin et Maxime Ouellet, *Université inc.*

Pierre Mertens, *À propos de l'engagement littéraire*

Lise Payette, *Le mal du pays. Chroniques 2007-2012*

Simon Tremblay-Pepin, *Illusions. Petit manuel pour une critique des médias*

Jean-Marc Ptiote et Pierre Vadeboncoeur, *Une amitié improbable. Correspondance 1963-1972*

Jacques Rancière, *Moments politiques. Interventions 1977-2009*

Alain Vadeboncoeur, *Privé de soins. Contre la régression tranquille en santé*

Pierre Vadeboncoeur, *L'injustice en armes*

Pierre Vadeboncoeur, *La dictature internationale*

Pierre Vadeboncoeur, *La justice en tant que projectile*

Pierre Vadeboncoeur, *Les grands imbéciles*

© Lux Éditeur, 2013

www.luxediteur.com

Dépôt légal: 3^e trimestre 2013

Bibliothèque et Archives Canada

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

ISBN: 978-2-89596-173-4

*Si nous voulons chercher des alternatives,
ce ne sont pas des alternatives à une crise économique
qu'il nous faut, mais des alternatives à la régulation
de la vie sociale par l'économie.*

Michel FREITAG

INTRODUCTION

AVOIR LA CRISE AUSSI TENACE, aussi globale, non plus seulement économique ou financière, mais désormais sociale et politique, qui pourrait encore prétendre que notre planète se porte mieux aujourd'hui qu'hier? Certes, les pays sont atteints de façon différenciée, mais cette crise transperce de sa lame tous les tissus de la planète, déchiquette les liens sociaux et fragilise à l'extrême les pulsations démocratiques, quand elles se maintiennent encore.

Depuis six ans maintenant, on tente périodiquement de nous faire croire que le bout du tunnel est en vue. Que la croissance, c'est sûr, va repartir au prochain semestre. Les prévisions du Fond monétaire international (FMI) soutiennent cette rhétorique mystificatrice. Pourtant, depuis 2008, les faits ont tout démenti.

Dans la foulée de ces annonces, les responsables politiques qui nous gouvernent entonnent sans vergogne la

ritournelle du « demain, ça ira mieux ». Ne sont-ils pas, disent-ils, des « responsables » ? Comment, avec cette charge qui est la leur, pourraient-ils annoncer une catastrophe ou des jours plus sombres encore ?

S'ils faisaient publiquement une telle annonce et que la catastrophe annoncée ne se produisait pas, que dirait-on d'eux ? Qu'ils sont des incapables, car anticiper l'avenir est, selon l'adage, le propre du politique. Mais si la catastrophe survient, les reproches pleuvront tout autant. On imputera à ces responsables une prophétie autoréalisatrice : émettre le signal d'une prochaine crise serait, en soi, non seulement un facteur de son déclenchement, mais aussi sa cause profonde ! Le malheur, c'est que la prophétie autoréalisatrice n'opère pas dans l'autre sens : il ne suffira pas de crier sur tous les toits que l'économie va prochainement se redresser pour que cela advienne.

Face à l'approfondissement de la crise, comment les citoyens que nous sommes peuvent-ils ne pas ressentir son déni ? Cette négation de la réalité s'impose chaque jour davantage. Ne mesure-t-on pas cette impuissance des responsables politiques à dire le vrai et à conjurer, en conséquence, les maux qui frappent nos sociétés¹ ? L'at-

1. Jean de Maillard est encore plus virulent : « Plutôt que d'affronter les périls d'un système financier qui ravage l'économie des pays occidentaux et les entraîne vers le fond du gouffre, ceux qui tiennent les rênes ont choisi un répit honteux mais confortable, surtout pour eux. Longtemps après qu'ils auront fini d'en goûter les

tente d'une voix forte, à la façon d'un Roosevelt (en 1933), d'un Churchill (le 30 mai 1940), ou encore d'un De Gaulle (le 18 juin 1940) monte chaque jour davantage.

L'épicentre du séisme est actuellement dans la zone euro. La crise des dettes souveraines en Europe est là pour nous le rappeler. Mais il serait bien léger de croire que la crise des dettes s'arrête à ce périmètre. Elle touche autant la Grande-Bretagne, les États-Unis que le Japon. En réalité, la fragilité du système financier est si grave qu'elle devrait en toute logique susciter un sursaut à l'échelle planétaire. Face à « l'état d'urgence » dans lequel se trouve plongée l'économie mondiale, les gouvernements devraient engager, avant qu'il ne soit trop tard, une série de mesures économiques et financières exceptionnelles, prises dans le cadre, par exemple, des Nations Unies². On ne peut se contenter de se dire : « Jusqu'ici tout va bien. »

délices, nous aurons encore à en payer le prix. » (*L'arnaque*, postface à l'édition portugaise, à paraître en 2013.)

2. À ce point, il est intéressant de noter que la notion d'état d'urgence peut avoir une dimension juridique précise. Elle peut renvoyer à une mesure prise par un gouvernement en cas de péril imminent dans un pays. Certaines libertés fondamentales peuvent être alors restreintes. Ainsi, l'article 4 du Pacte international relatifs aux droits civils et politiques de l'Organisation des Nations Unies (ONU) de 1966 régule au niveau du droit l'état d'urgence dans le cas où un danger public exceptionnel menace l'existence de la nation. Cet état d'urgence est proclamé par un acte officiel.

*

* *

De quoi cette situation économique et politique est-elle révélatrice? Et, surtout, comment en sortir? Ces deux questions sont au cœur de cet ouvrage. Les propos qui vont suivre tentent de livrer une image juste de ce qui nous menace, pour en tirer ensuite des éléments d'une sortie de crise crédible. Dans cette optique, il est crucial d'identifier la nature du lien qui relie la crise financière et la crise des dettes souveraines. La sortie du marasme actuel dépend en grande partie de ce diagnostic.

Pour aborder cette question, il faut revenir à la crise financière et à ses origines. Nous défendrons à cet égard l'idée que les réformes néolibérales des années 1970 et 1980 ont été des facteurs essentiels de la déstabilisation du financement de l'économie mondiale.

Sur le fond, ces réformes peuvent s'interpréter rétrospectivement comme autant d'actes de défiance envers l'État. Pendant ces deux décennies, les responsables politiques se sont démis, eux-mêmes, de leurs propres prérogatives, notamment en matière monétaire, pour les transférer massivement aux banques et aux marchés financiers. Un véritable acte de soumission dont on voit aujourd'hui toutes les conséquences, notamment dans l'impuissance actuelle des États à tenir tête à une finance désormais globalisée et à des banques organisées en oligopole.

Dans sa quête de ressources financières pour financer ses déficits budgétaires, fallait-il vraiment considérer l'État comme un acteur économique quelconque ? Identique à tout autre ? Et exiger qu'il se soumette au marché financier, tout en l'excluant totalement du marché monétaire, là où se trouvent précisément les ressources de la Banque centrale ?

L'abandon de souveraineté des États en matière monétaire a eu pour résultat de transférer ce pouvoir aux banques centrales et, surtout, aux banques commerciales dont la gestion ne correspond absolument pas à une logique d'intérêt général. Il s'agit là d'un point essentiel qui doit être éclairé pour aborder la situation contemporaine et, notamment, l'état inquiétant des dettes souveraines.

Car les logiques financières prônées par les réformes néolibérales sont toujours à l'œuvre et n'ont pas été fondamentalement modifiées par les mesures de régulation prises jusqu'à présent. Cette logique extrême de libéralisation a provoqué nombre de spéculations financières³,

3. Une des spéculations financières les plus scandaleuses est celle, récente, qui a été engagée sur les matières premières agricoles : « Lors de la crise alimentaire de 2010, les prix alimentaires ont brutalement augmenté de 30 %, plongeant au moins 40 millions de personnes supplémentaires dans la pauvreté absolue [...]. Les effets de cette financiarisation et de cette spéculation excessive sont extrêmement négatifs sur la volatilité des prix agricoles, et donc sur la sécurité alimentaire mondiale. » (Rapport Oxfam, « Réforme bancaire : ces banques françaises

mais aussi de chocs industriels. La désindustrialisation sauvage se poursuit encore avec son cortège de fléaux: faible activité de la production, montée des inégalités, perte globale de pouvoir d'achat, hausse du chômage.

Un fait nouveau s'ajoute à ce tableau, et l'assombrit: les États sont aujourd'hui exsangues, principalement en raison des ressources financières qui ont été mobilisées depuis 2008 pour éviter que le système financier ne sombre corps et biens. Les coûts de sauvetage des plus grandes banques et des mesures de soutien à l'activité économique ont fait exploser déficits et dettes publiques. En conséquence, les puissances publiques n'auront pas les moyens de renflouer le système financier lorsqu'il échouera de nouveau. La finance a « saigné » une grande partie de la planète en 2008, et lorsqu'elle nous « saignera » une fois de plus, ce sera alors, je crois, dans des conditions extrêmes, que les États auront le plus grand mal à maîtriser.

Dans le chaos économique et financier qui s'annonce, le seul trait de lumière sera l'effacement d'une grande partie des dettes publiques, qui sera rendu possible par des nationalisations bancaires massives. En effet, sous le choc de cette « grande saignée », des pans entiers du système bancaire mondial s'effondreront en raison des interconnexions systémiques qui ont proliféré entre ses

qui spéculent sur la faim », février 2013, <http://www.oxfamfrance.org/Reforme-bancaire-ces-banques,1605>)

principaux acteurs. Ainsi la finance sera à son tour « saignée » en grande partie par la crise⁴. Cette fois, il est peu probable qu'elle emporte au paradis le fruit de ses écarts de conduite.

Le lecteur ne manquera pas, ici, de demander s'il n'existe pas une autre voie possible, moins catastrophique. Une alternative est certes possible, mais sa probabilité d'occurrence est faible. Elle consisterait pour les États à assumer dès à présent la confrontation et de reconquérir un pouvoir monétaire qui leur a complètement échappé.

Il faut d'abord combattre, de toute urgence, l'instabilité financière par une double action. Il convient en premier lieu d'aller beaucoup plus loin dans la séparation des banques (banques d'affaires et banques d'épargne), en opérant, notamment pour celles qui ont une dimension systémique, de véritables scissions patrimoniales comme l'avait fait, par exemple, Roosevelt en 1933. En second lieu, il ne faut pas se contenter de taxer les opérations financières sur actions, obligations ou produits dérivés. Il faut aller beaucoup plus loin en taxant les transactions financières internationales, soit les opérations de change, au sens que Tobin avait donné à cette taxation. Or, cette réforme n'est absolument pas engagée

4. L'expression « grande saignée » qui donne son titre à cet ouvrage renvoie historiquement aux saignées que les rois de France ont fait souvent subir à leurs créanciers (en les enfermant ou en les tuant).

actuellement par la Commission européenne et elle est impensable en Grande-Bretagne ou aux États-Unis en raison du rôle du marché des changes sur les places financières de Londres et de Wall Street.

Mais, le point central est l'instabilité monétaire actuelle. Il faut que les États retrouvent leur souveraineté sur les deux prix fondamentaux de la finance : les taux de change et les taux d'intérêt. Quand on parle de taux de change et de taux d'intérêt, on se réfère à la monnaie. Il serait éminemment souhaitable qu'un nouveau Bretton Woods soit convoqué pour réformer de fond en comble le système monétaire international⁵. La proposition maîtresse serait de revenir à l'idée de Keynes, c'est-à-dire à celle d'une monnaie commune à l'échelle internationale (mais pas unique) qui permettrait de stabiliser les taux de change et les taux d'intérêt.

Ouvrir cette voie, c'est-à-dire aller vers une monnaie conçue comme un bien commun de l'humanité, est essentiel aujourd'hui. Le chemin sera long, parsemé d'embûches, mais c'est le seul qui permettra de réduire drastiquement la spéculation financière internationale

5. Dans mon dialogue avec le sociologue Mark Fortier, l'éditeur de ce livre, celui-ci m'a rappelé, à juste titre, que le Bretton Woods de 1944 a eu besoin au bas mot de 200 millions de cadavres (deux guerres, une crise, quelques révolutions) pour susciter l'adhésion des pays développés. Faudra-t-il en passer par là ?

et de juguler les crises à caractère systémique devenues de plus en plus graves.

On le pressent bien, ce combat, maintenant si nécessaire, ne pourra être victorieux que si les armes qu'offre la démocratie sont pleinement mobilisées⁶. Les intérêts en jeu sont immenses, mais, chaque jour le démontre, les peuples y sont prêts. L'urgence démocratique doit s'appuyer maintenant sur l'urgence d'État. Il est temps de reprendre la main sur le système de financement de l'économie. En un mot : il faut saigner la finance avant qu'elle ne nous saigne⁷.

6. Ce qui n'est pas encore le cas en Europe avec la multiplication des procédés antidémocratiques, comme le souligne à juste titre Philippe Askenazy dans « L'Europe se fait sans les peuples », *Le Monde*, 20 mars 2013, www.lemonde.fr/economie/article/2013/03/19/philippe-askenazy-l-europe-se-fait-sans-les-peuples_1850350_3234.html.

7. Il faut se rappeler ce qu'écrivait Pierre Mendès France en 1962, dans *La république moderne* (Paris, Gallimard, coll. « Idée », 1962, p. 163) : « L'action sur le crédit et sur les moyens de financement en général constitue la forme d'intervention la plus décisive sur le développement des entreprises productives, nationales ou privées. »

TABLE DES MATIÈRES

Introduction.....	9
I. La finance va nous saigner	19
La démission des États face à la finance :	
la grande inversion.....	21
Les grandes banques, des colosses financiers.....	26
Les CDO, un vrai poison, même pour les banques qui les ont créés.....	30
Secourir les banques	33
Secourir les États à leur tour.....	35
Les dangers d'une bulle spéculative	39
Pour éviter le pire, colmatons quelques brèches!..	42
Sur fond de guerre monétaire, c'est chacun pour soi!	45
L'impuissance de la BCE.....	48
Après le poison des CDO, celui des CDS	49

Un poison qui peut rapporter gros, tout en semant désordre et désolations	54
La troïka sous l'emprise des CDS	55
La menace d'une nouvelle crise systémique	58
Des parades bien dérisoires	59

II Saignons la finance 67

Une nouvelle bulle mondiale	70
Vers un cataclysme planétaire	72
Une pandémie de scandales.....	73
Les peuples se mobilisent.....	75
Un jeu de dominos.....	78
À quelque chose, malheur est bon	82
Une restructuration coercitive de la dette publique? Un effacement des dettes?	85
Miser sur l'inflation et la croissance?.....	86
Le contrôle des dépenses publiques : dernière planche de salut?	89
Des faillites en chaîne tout de même inévitables.	91
L'impératif d'une sortie de crise par le haut : vaincre l'instabilité	93
Vers une monnaie conçue comme un bien commun de l'humanité	99
Remerciements.....	107
Bibliographie	109

Du même auteur

- La structure financière du capitalisme français*, Paris, Calmann Lévy, 1977 [1974]
- Le capitalisme en France*, Paris, Édition du Cerf, 1976
- La banque et les groupes industriels à l'heure des nationalisations* (dir.), Paris, Calmann Lévy, 1977
- Les groupes industriels en France* (en coll. avec J.-P. Gilly), Paris, La documentation française, Notes et études documentaires, n° 4605-4606, 1981
- Théorie économique du patrimoine*, Paris, Ellipses, 1984
- Le cœur financier européen* (en coll. avec C. Dupuy), Paris, *Economica*, 1993
- Le modèle français de détention et de gestion du capital: analyse prospective et comparaisons internationales*, Rapport de mission au ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Paris, Éditions de Bercy, 1998
- Le nouveau mur de l'argent. Essai sur la finance globalisée*, Paris, Seuil, 2012 [2006]
- Autopsie d'une crise financière annoncée. Une enquête de Désiré Tofix* (en collaboration avec Patrick Mignard), Toulouse, Le Pérégrinateur, 2010
- Un monde sans Wall Street*, Paris, Seuil, 2011

CET OUVRAGE A ÉTÉ IMPRIMÉ EN SEPTEMBRE 2013 SUR
LES PRESSES DES ATELIERS DE L'IMPRIMERIE GAUVIN
POUR LE COMPTE DE LUX, ÉDITEUR À L'ENSEIGNE D'UN
CHIEN D'OR DE LÉGENDE DESSINÉ PAR ROBERT LAPALME

L'infographie est de Claude BERGERON

La révision du texte a été réalisée
par Laurence JOURDE

Lux Éditeur
C.S.P. Saint-Denis - C.P. 60191
Montréal, Qc H2J 4E1

Diffusion et distribution
Au Canada : Flammarion
En Europe : Harmonia Mundi

Imprimé au Québec
sur papier recyclé 100 % postconsommation

LA GRANDE SAIGNÉE

À plusieurs reprises entre le XIV^e et le XIX^e siècle, les rois de France n'ont pas hésité à employer la méthode forte pour soulager l'État de ses dettes : l'incarcération ou la mise à mort pure et simple de ses créanciers. De telles mesures étaient appelées des « saignées ».

Selon François Morin, il faudrait retenir ces leçons du passé pour avoir une chance de surmonter le désastre financier à venir. Que se passera-t-il lorsque la bulle obligataire mondiale éclatera ? On peut craindre, entre mille maux, des explosions sociales massives et un délitement instantané des tissus économiques. Ni l'inflation ni la croissance ne réduiront l'endettement mondial. L'effacement de la dette publique ne manquera pas, alors, d'advenir, soit comme une retombée de cette formidable secousse financière, soit comme le résultat d'un nouveau système de financement de l'économie mondiale.

Notre seule planche de salut est de mettre en place ce nouveau système dès maintenant : il faut saigner la finance avant qu'elle ne nous saigne !

Professeur émérite de sciences économiques à l'Université de Toulouse, François Morin a été membre du conseil général de la Banque de France et du Conseil d'analyse économique. Il a notamment publié Le nouveau mur de l'argent. Essai sur la finance globalisée (Seuil, 2006), Autopsie d'une crise annoncée (Le Pérégrinateur, 2010), Un monde sans Wall Street (Seuil, 2011).



9 782895 961734

Prix : 12,95 \$ – 10 €

ISBN : 978-2-89596-173-4

Extrait de la publication